



Research Paper

Impact Socioéconomique Des Politiques Urbaines : Cas Des Deguerpis Du Quartier Gesco A Yopougon Dans Le District D'abidjan

DAGO Michèle-Ange
Université Félix Houphouët-Boigny
angemichdago@gmail.com

ZOUHON Lou Nazié Michèle
Université Félix Houphouët-Boigny
Zouhon2017@gmail.com

Résumé

Le déguerpissement de populations apparaît comme une réponse politique au désordre urbain occasionné par l'urbanisation accélérée. Dans cette dynamique, Gesco, à la périphérie de Yopougon, est le théâtre d'opérations de déguerpissement. Mais le quartier a été depuis 2019, éligible au Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA). Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des populations de Gesco en leur offrant un cadre de vie décent. L'objectif de ce travail est d'analyser l'impact socioéconomique du déguerpissement initié dans ce quartier. Des entretiens, une revue documentaire basé sur les articles de journaux et des documents scientifiques et l'observation ont permis de mettre en évidence les enjeux du déguerpissement et de ses conséquences. En effet, la sécurisation des riverains et l'esthétique urbaine constituent le leitmotiv de cette activité. Pourtant, la précarisation des conditions économiques et sociales qui en résultent, remettent en cause les enjeux du déguerpissement définis par les autorités politiques en charge de la mise en œuvre de cette activité.

Mots clés : déguerpissement, sécurisation, esthétique urbaine, précarisation Abstract

The eviction of populations appears to be a political response to the urban disorder caused by accelerated urbanization. In this dynamic, Gesco, on the outskirts of Yopougon, is the scene of eviction operations. But the district has been eligible for the Abidjan Restructured Neighborhoods Development Project (PAQRA) since 2019. This project aims to improve the living conditions of the populations of Gesco by offering them a decent living environment. The objective of this work is to analyze the socio-economic impact of the evictions initiated in this neighborhood. Interviews, a documentary review based on newspaper articles and scientific documents and observation have highlighted the challenges of eviction and its consequences. Indeed, the safety of local residents and urban aesthetics are the leitmotif of this activity. However, the resulting precariousness of economic and social conditions call into question the stakes of eviction defined by the political authorities in charge of the implementation of this activity.

Keywords: *eviction, security, urban aesthetics, precariousness*

Received 08 Oct., 2024; Revised 19 Oct., 2024; Accepted 21 Oct., 2024 © The author(s) 2024.
Published with open access at www.questjournals.org

I. Introduction

Les villes constituent des moteurs de développement. A travers les biens et services qu'elles offrent, elles jouent un rôle prépondérant tant au niveau économique, social, culturel et environnemental. Ainsi, durant les cinquante dernières années, les centres d'activités économiques en Afrique ont considérablement migré des campagnes agricoles vers les zones urbaines (Groupe de la Banque Africaine de Développement, www.afdb.org). Dans cette dynamique, le taux d'augmentation de la population urbaine sur le continent est plus élevé du monde avec 3,3% de croissance par an. Mais cette croissance soulève divers défis au développement urbain notamment les infrastructures inadéquates, le faible taux de croissance économique et l'aggravation de la

pauvreté urbaine, les défis environnementaux, la prolifération des bidonvilles etc. Dans de nombreux pays africains, la croissance urbaine génère parfois l'expansion de l'habitat informel (V. Zoma et N. Nakanabo, 2022). En Afrique subsaharienne, par exemple, la proportion des bidonvilles s'estimait à 72% (ONU-Habitat, 2010). Cette situation met en évidence la réalité préoccupante des habitats spontanés appelés taudis, souvent surpeuplés, insalubres et parfois dangereux (V. Zoma et N. Nakanabo, idem p.11). L'urbanisation spontanée s'implante à l'initiative des individus le long des voies de circulations existantes sans organisation préalable autour de tel ou tel équipement. Abidjan, la capitale économique n'échappe pas à cette réalité car depuis les années 70, la construction de l'autoroute du nord voit naître la naissance de Gesco, quartier qui s'étale le long de l'infrastructure jusqu'aux limites de la zone industrielle également en aménagement (J. Kouassi, 2023). Les données topographiques y sont peu favorables à l'implantation des habitations à cause de son relief dont 80, 71% de la superficie est constituée de dépressions rongées par l'érosion. D'ailleurs, cette zone est déclarée zone à risque ou non constructible (Yao, 2023, cité par J. Kouassi, 2023). Mais la fonction industrielle de la zone motive la main-d'œuvre et les familles, en majorité, à s'y installer. De plus, le revenu le plus élevé du quartier s'estime à 100.000 francs CFA et les loyers y oscillent entre 15 et 45 mille francs CFA avec le lieu de travail accessible parfois à pieds. A contrario, les quartiers réguliers étant distants de cette zone à risque, ils présentent des offres de loyer et de transports au prix du double (J. Kouassi, op cit). Au regard de ces avantages socioéconomiques, les représentants du quartier s'inscrivent dans des démarches administratives visant son aménagement formel. Lesdites démarches trouvent un écho favorable auprès des autorités compétentes et des partenaires au développement. Dès lors, en 2019, le quartier est éligible au Projet d'Aménagement des Quartiers Restructurés d'Abidjan (PAQRA). Ce projet a été financé à hauteur de 32 milliards par l'Agence Française de Développement dans le cadre du contrat de désendettement et de développement. Il vise à améliorer les conditions de vie des populations en leur offrant un cadre de vie décent (www.gouv.ci). Il consiste au relèvement du niveau des services urbains de base notamment la voirie, l'assainissement, l'électricité l'adduction en eau potable, en services socioéducatifs ect... Après les études de faisabilité pour définir un cadre d'intervention concerté, cohérent et efficace, il ressort que Gesco bénéficiera de 09 km de voies bitumées, de 18 salles de classe réhabilitées avec la construction d'une école de 6 classes. De plus, le quartier aura deux terrains de sport, des ouvrages de drainage et un centre de transfert. En outre, en accord avec le gouvernement, dans certains quartiers bénéficiaires du projet, des habitants pourraient bénéficier d'acte de propriété. En dépit de ces planifications visant à intégrer Gesco dans le tissu formel urbain, 5 ans plus tard, depuis janvier 2024, le quartier fait l'objet de déguerpissement menée par le District d'Abidjan. J. Blot et A. Spire (2014) définissent le déguerpissement comme une expulsion collective d'individus qui ne détiennent pas de droits de propriété reconnus sur les parcelles qu'ils occupent. Selon ces auteurs, il fait recours à la violence physique ou symbolique, poussant les déguerpis à quitter leur lieu de résidence, afin d'assainir le tissu urbain. En ce sens, C. Bouquet et I. Kassi-Djodjo (2014) remarquent que le déguerpissement, en tant que mode de régulation de l'espace urbain, n'est pas un phénomène nouveau en Côte d'Ivoire car depuis la colonisation, les pouvoirs publics y avaient recours pour maîtriser les effets de la croissance urbaine accélérée afin d'offrir un cadre de vie sain aux populations. A ce propos,

A.B. Tohazin (2019) affirme que le déguerpissement est une réponse à l'occupation illégale des espaces publics des villes et constitue une étape dans la restructuration de l'espace. Mais au-delà de cet enjeu politique, l'auteur poursuit pour analyser ses conséquences socioéconomiques et environnementales du déguerpissement initiée par le gouvernement béninois, sur la vie des populations. Dans cette dynamique, l'auteur constate que les acteurs institutionnels, en se basant sur leur pouvoir, rendent obligatoire la destruction des maisons sur les espaces publics à Porto- Novo. Ce qui conduit au déguerpissement bâtis commerciaux avec pour conséquences le désœuvrement momentané des tenanciers de commerce, augmentant la paupérisation de ces jeunes et femmes. De plus, ces destructions entraînent une diminution du nombre de commerce et de l'attractivité commerciale de la zone avec pour corollaire la réduction des revenus des populations, déjà en situation de précarité. Dès lors, l'auteur qualifie de *coup dur*, le déguerpissement de ces populations en proie à des conditions de vie peu reluisantes. L'objectif de ce travail est d'analyser l'impact socioéconomique de l'opération de déguerpissement initié à Gesco, dans la commune de Yopougon. Il se structure autour de deux axes qui sont : i) : Les enjeux du déguerpissement ; ii) les conséquences socioéconomiques sur les populations

I.1. Méthodologie

Cette partie présente le site d'enquête et la démarche méthodologique de l'étude.

I.1. Site et Participants

Cet article est fondé sur un travail de terrain réalisé à Gesco Pays-bas dans la commune de Yopougon. Le choix de Gesco pour cette étude s'explique par le fait que l'opération de déguerpissement qui a été conduite dans ce quartier s'est faite pendant la coupe d'Afrique des Nations (CAN) qui se déroulait en Côte d'Ivoire. Le déroulement de ses activités a été perturbé par cette opération, ce qui a attiré l'attention de toute la nation

ivoirienne et même au-delà. L'histoire de Gesco remonte en 1960 avec l'implantation de la manutention Africaine et du camp TP pour la construction de l'autoroute du Nord. En effet, l'industrialisation de la Côte d'Ivoire après son indépendance a engendré la configuration de l'espace Abidjanais où se sont implantées de nombreuses unités industrielles dont la zone industrielle de Yopougon créée dans les années 1970. Abidjan devient alors le pôle important d'attractivité de toutes les migrations internes et externes. Du fait d'une urbanisation non maîtrisée, le quartier Gesco, périphérique à la commune de Yopougon, se crée pendant la construction de l'autoroute du Nord. Son étalement rejoint aujourd'hui les limites de la zone industrielle de cette commune.

Le peuplement de Gesco s'est véritablement amorcé en 1975 lors de l'implantation de cette zone industrielle. Gesco a un relief accidenté (Pays-bas) avec des zones marécageuses favorables à la culture maraîchère. Le site abrite des populations dont 60% exercent dans le secteur tertiaire à travers l'élevage, l'artisanat... De plus, de par sa proximité avec la zone industrielle, ce quartier de Yopougon est privilégié par les ouvriers et les populations à faibles revenus. Le quartier Gesco est situé entre Niangon Attié et la manutention Africaine. Il est limité au Nord par l'autoroute, à l'Est par la cité Mamie Adjoua et à l'Ouest par la Zone industrielle de Yopougon, c'est le quartier le plus étendu et le plus peuplé de Yopougon. En effet, il s'étend sur une superficie de 10,84 Km² (INS, 2014). Sa population est passée progressivement de 46 354 habitants en 1998 à 172 706 en 2014 et à 272 171 en 2021 selon les résultats globaux du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 1998, 2014 et 2021). C'est le premier quartier d'accès à la capitale en venant de l'autoroute du Nord, reliant Abidjan à Yamoussoukro la capitale politique du Pays.

I.2. Techniques de collecte des données

La première tâche réalisée pour l'obtention des résultats fut la recherche documentaire. Plusieurs sources ont été exploitées : des ouvrages et articles généraux et spécialisés. Au regard de l'actualité du sujet, les articles de presse ont également constitué une source de collecte de données. A cette recherche bibliographique s'ajoutent des entretiens avec les acteurs concernés par ce projet : Il s'agit d'un représentant du District Autonome d'Abidjan. Entant que structure initiatrice du projet, il nous situe sur les enjeux de cette opération de déguerpissement. Un représentant de la Mairie de Yopougon a également été soumis à l'entretien car entant que premier responsable de la commune, l'avis de la Mairie a permis de procéder à la triangulation des informations relatives aux enjeux du projet. Ces acteurs institutionnels ont été sélectionnés sur la base d'un échantillonnage à choix raisonné, privilégiant le statut des acteurs. Des entretiens individuels ont également été menés auprès des représentants du Comité d'Aide à la Restructuration de Gesco (CAR) et celui de la gestion de cette crise. Ces entretiens ont permis de collecter des informations sur les conditions de mise en œuvre de cette opération, ainsi que ces impacts. Quinze ménages et sept opérateurs économiques ont aussi été interrogés pour percevoir leurs avis sur les conditions de mise en œuvre et les conséquences sur leur vie. Ces derniers ont été choisis grâce à un échantillonnage par boule de neige dans lequel un enquêté facilite la mise en contact avec un autre. Cette technique a permis d'établir le contact avec les impactés dispersés. Au total, sur la base du principe de saturation, ce sont 26 individus qui ont été enquêtés. Tous ces entretiens ont été réalisés grâce à des guides en fonction de la cible identifiée. Les observations directes ont également été faites sur le terrain et ont permis de constater les indicateurs matériels, à savoir les nouvelles conditions de vie des ménages et les impacts physiques de l'opération. Les données collectées ont fait l'objet d'un traitement manuel et les résultats interprétés à la lumière de la théorie des liens sociaux. Les résultats obtenus sont présentés comme suit :

II. Résultats

Les résultats de l'enquête mettent en évidence les enjeux et les conséquences socioéconomiques du déguerpissement des populations riveraines de Gesco

1. La sécurité des riverains et l'esthétique urbaine et comme enjeux du déguerpissement des populations de Gesco

Au-delà de la prévention de la délinquance ou des agressions de personnes, la sécurité urbaine inclut la défense des droits individuels notamment l'intégrité physique, sociale et psychologique (ONU-HABITAT, 2016). Les résultats de l'enquête montrent qu'elle constitue, avec l'esthétique urbaine, une préoccupation majeure pour le pouvoir public au quartier Gesco.

I.1.1. La sécurisation des populations riveraines

L'enquête révèle que Gesco figure parmi les quartiers à risques du District au regard de ses caractéristiques géographiques et sanitaires.

Au niveau géomorphologique, un diagnostic fait par l'Agence française de Développement souligne que le quartier est soumis à une pression de l'intérieur résultant de sa promiscuité avec des voies principales de circulation du District. Ainsi, les mouvements de terrain sont fréquents tout au long de l'année et le quartier est

en proie à des éboulements récurrents lors des intempéries que connaissent la capitale économique. D'ailleurs, dans le mois de juillet 2023, une pluie diluvienne fait 14 morts à Abidjan dont 13 dans le quartier de Gesco, des suites d'un éboulement de terrain. De plus, cette position du quartier jouxtant des voies principales de circulation expose la population à des risques d'accidents de la route. C'est ce qu'explique G. p, membre du comité de prise en charge des déguerpis qui affirme à ce propos que :

« Les autorités nous ont dit qu'habiter à côté de l'autoroute est très dangereux pour les populations riveraines, parce que les véhicules y roulent à vive allure ». Ainsi, l'emplacement du quartier met en danger permanent la vie des populations riveraines.

A cela s'ajoute les risques sanitaires perceptibles à travers les difficultés de drainage et d'évacuation des déchets produits par les populations. C'est ce qu'explique Mr Y. G., opérateur économique qui dit que :

« Je suis à Gesco ici depuis plus de 20 ans. On est habitué à l'eau sale dans les rues parce qu'on n'a pas de caniveau dans le quartier. Chacun jette son eau de ménage en pleine rue. Les ordures qu'on jette aussi dans les rues et les eaux stagnantes font que le quartier est vraiment sale. Ça me fait perdre beaucoup de clients parce qu'ils disent qu'ici on saute de l'eau sale ».

Ces propos décrivent l'insalubrité manifeste qui fait partie de l'histoire mais également du quotidien des habitants du quartier ; insalubrité à laquelle les habitants s'accoutument. Mais Madame T. B., présidente d'association se plaint de la situation lorsqu'elle affirme que :

« Les chauffeurs refusent d'entrer dans le quartier ; ils te laissent à la gendarmerie sous prétexte que les voies sont impraticables. C'est en brouette et ce disent que ça gêne leur voiture, car il n'y a pas de voie. Donc c'est rare de voir ici les gros camions qui ramassent les ordures dans le quartier ».

De ce fait, à l'insuffisance d'infrastructures de drainage des eaux usées, s'ajoute l'aspect physique du quartier qui ne facilite pas l'accès aux véhicules d'assainissement éventuel du quartier.

Face à ces caractéristiques physiques favorisant l'insécurité des populations tant au plan physique que sanitaire, le déguerpissement apparaît comme solution envisagée par les autorités. En témoignent les propos du gouvernement qui souligne que l'opération de déguerpissement concerne les quartiers précaires à haut risque exposés à l'inondation, aux éboulements et glissements de terrain récurrents. D'ailleurs, ces expulsions s'inscrivent dans le programme d'assainissement en vue de protéger et de sauver des vies humaines. Dans cette logique, le déguerpissement revêt un double enjeu.

1. 2. L'esthétique urbaine, l'autre enjeu du déguerpissement de Gesco

Après l'éboulement de la chaussée suite aux pluies du 1^{er} au 2 juillet 2023 ayant causé des morts à Gesco, le ministère des infrastructures économiques a déploré des constructions anarchiques, à la base de cette situation. Un mur construit sur l'emprise de la chaussée qui jouxte la station-service a contribué à l'affaissement de l'ouvrage.

A cette cause de l'affaissement s'ajoute les regards bouchés par des constructions anarchiques, obstrués par des déchets non dégradables. De ce fait, c'est l'image d'un désordre qu'affiche le quartier à l'entrée de la capitale économique. En cela, le gouverneur du District déclare que l'entrée d'Abidjan par Gesco n'est pas à la hauteur de la capitale économique et qu'elle donne l'impression de rentrer dans un village. Par conséquent, les autorités ivoiriennes en charge de la gestion des collectivités déclarent que ces opérations de déguerpissement obéissent à la volonté du chef de l'Etat de lutter contre le désordre urbain, d'assainir le District. Cette volonté se manifeste par l'instruction donnée par l'Etat de déployer les moyens nécessaires à l'arrêt de « *urbanisation sauvage* » et que les déguerpissements soient faits afin que les canalisations endommagées par ces cohabitations soient réhabilitées. Par ailleurs, l'autoroute, voie d'importance nationale et internationale doit être libérée de tout ce qui l'encombre, y compris les populations. Cela se confirme par les propos de B. G. Membre du comité de prise en charge des déguerpis qui déplore :

« Lors de nos rencontres avec les autorités, elles nous ont dit que notre présence à l'entrée de la ville ne fait pas bonne impression pour une capitale si importante en Afrique de l'Ouest. Ils disent qu'on mélange le décor. Ils disent qu'ils veulent embellir l'entrée d'Abidjan ».

Ces propos mettent en évidence la volonté pour l'Etat de satisfaire un besoin esthétique à l'entrée de la capitale. Dans cette dynamique, le déguerpissement facilitera-t-il la réhabilitation de la végétation détruite sur le bassin versant, végétation remplacée par des champs.

II .2. Précarisation des conditions économiques et sociales des riverains, comme conséquences du déguerpissement

Ce projet d'aménagement induit des conséquences dommageables sur les populations déplacées déjà vulnérables. En effet, les résultats des enquêtes révèlent une dégradation des conditions de vie des déguerpis qui n'ont bénéficié ni de relocalisation, ni de dédommagement au préalable. Ces dommages sont relatifs à la perte de biens matériels et immobiliers, à la perte d'emploi et du logement, à l'insécurité et à la désagrégation des

cellules familiales. Ainsi la précarité s'exprime ici par des situations financières, familiales, sociales ou matérielles difficiles des populations déguerpies.

II .2. 1. Au niveau économique

L'opération de déguerpissement a impacté négativement le développement des activités socio- économiques à Gesco.

II .2. 1.1. Perte d'emplois et d'investissements économiques

En effet, certains sinistrés exerçaient des activités rentables et occupaient des emplois plus ou moins stables qui leur permettaient de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs proches. La destruction des installations commerciales en a rajouté au taux de chômage et de pauvreté dans le rang des sinistrés, avec la perte des emplois et des petits commerces. Ainsi, cette opération de libération des espaces qui a eu lieu dans ce quartier de Yopougon a affecté plusieurs ménages au point où certains ont même perdu leurs activités génératrices de revenus. C'est ce que Mme D. S. traduit en ces termes :

« Je suis veuve depuis deux ans et je vis ici avec mes cinq enfants. Je ne me plaignais pas car j'arrivais aisément à les scolariser et à prendre soin d'eux avec les recettes du maquis restaurant que je détenais. Mais avec ce déguerpissement inhumain, qui s'est fait de façon précipitée, je n'ai plus rien pour mes dépenses ».

Les installations détruites comme celles de veuve D.S. sont nombreuses et concernent la quasi- totalité des sinistrés qui avaient développé devant leurs lieux d'habitation de petits commerces. Il y a également ceux qui avaient trouvé à Gesco des emplois stables comme M. P G, gestionnaire d'un abattoir, qui renchérit en affirmant ceci :

« Je quitte le quartier Maroc tous les matins pour venir travailler ici à Gesco, comme gestionnaire d'un abattoir, depuis pratiquement trois ans je fais ce travail, il y a assez de fermes et ça marche. Je suis payé en fonction du nombre d'animaux abattus, donc j'ai un revenu qui varie entre 150 000 FCFA et 200 000FCFA, ce n'est pas négligeable et je m'en sortais. Mais avec la destruction de l'abattoir, je viens de perdre mon emploi, quel autre emploi je vais trouver dans un bref délai ? ».

Ce discours montre que GESCO constitue une zone d'emplois non seulement pour les populations de Gesco mais également pour toute la commune de Yopougon. Le déguerpissement impacte ainsi toutes les zones concernées.



Photo 1 : Une vue des investissements détruits (notre enquête, 2024)

Aussi, l'espace de Gesco, de par son caractère marécageux et la densité de sa population est-il propice aux investissements économiques. Divers investissements ont été faits, notamment dans le domaine de l'agriculture à travers la culture maraichères telles que la laitue, les feuilles d'oignon. Par ailleurs, l'élevage de porcs, de volailles, de moutons et la pisciculture ont également été des secteurs d'investissement sur l'espace pour les populations riveraines et celles d'ailleurs. Le comité de gestion de la situation de crise estimait à 133 le nombre de fermiers et pisciculteurs sur le site déguerpis. Le comité décrit l'ampleur des pertes des investissements à travers ces propos :

« Nous avons assisté au désarroi d'une dame retraitée qui a investi tout le rappel de sa pension dans l'activité porcine, lors de l'opération toutes les bêtes se sont échappées. La dame a dormi sur les lieux toute la nuit en espérant un éventuel retour de son bétail ».

Le comité ajoute que :

« Certains parmi les investisseurs ont contracté des prêts auprès des banques de la place pour la réalisation de leurs projets, avec ce qui est arrivé le retour sur investissement s'est évanoui, sans compter les difficultés qui se profilent pour le remboursement des prêts contractés ».

La dégradation de la vie des déguerpis apparaît comme une évidence sur le site. A ces pertes d'emplois et investissement s'ajoute celle des habitations.

II .2. 1.2. Destruction des habitations

L'opération a constitué à la démolition de tous les bâtiments situés dans l'emprise du projet, quel que soit leur niveau d'achèvement ou la nature des matériaux utilisés pour leur construction. Ainsi les ménages sont passés de locataires ou propriétaires de maisons à ceux de déplacés forcés, ou d'hébergés gratuit ou même au statut de sans-abris. Dame K. J. décrit la situation des propriétaires de maisons sinistrés lorsqu'elle affirme que :

« J'avais une maison en bande de cinq portes pour trois pièces chacune, en plus de celle de 4 pièces que j'habitais, toutes ces habitations ont été démolies. Ce jour-là, j'étais au salon quand subitement j'apprends que tous mes biens sont en train d'être démolis, j'ai tout perdu y compris mes équipements. Quand je pense à la somme que ces loyers me rapportaient par mois, je suis vraiment perdue. En plus, c'est jusqu'à Songon que j'ai dû trouver un loyer que je peux payer ».

Ce discours montre que cette opération de déguerpissement a considérablement réduit les ressources matérielles et financières de certains ménages de conditions moyennes, favorisant davantage une insécurité des sinistrés. Cette relocalisation a augmenté les distances quotidiennes parcourues par des ménages déplacés, avec une incidence sur leurs coûts. Dans ces conditions, les rendements tant au niveau de l'emploi qu'au niveau scolaire sont impactés dans certains cas. Comme l'illustrent les propos de Mme K.J. qui affirme que :

« A cause de cette histoire, mes dépenses ont augmenté alors que je ne perçois plus grande chose, d'abord je dois désormais payer le transport pour me rendre dans mon atelier de coiffure, ensuite il y a aussi le transport de mon fils qui a augmenté. Notre déménagement à Songon et la fatigue que cela crée ont joué sur les résultats scolaires de mon fils qui a échoué à son BAC cette année ».

Ce discours met en lumière la dégradation des conditions scolaires des élèves qui ont pourtant été relocalisés pour la plupart. D'autres sinistrés n'ont pas eu l'opportunité de relocalisation faute de moyens financiers. L'enquête montre que certains d'entre eux dorment sous des tentes de fortune ou dans des abris non sécurisés ou souvent même à la belle étoile, mettant en péril leur intégrité physique. Ces solutions alternatives ne leur garantissent pas l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires. Tout cela affecte leur bien-être général.



Photo 2 : Une vue des ménages sur leur nouveau lieu d'habitation (notre enquête, 2024)

La précarisation des conditions de vie des impactés se perçoit aussi au niveau social.

II .2. 1. Au niveau social

La précarisation des conditions économique modifie les rapports de pouvoir aussi bien au niveau de la cellule familiale qu'au niveau de la communauté.

- **II .2. 1. 1. Au niveau de la cellule familiale**

La modification des rapports de pouvoir est perceptible à travers la perte de l'autorité parentale consécutive à la dislocation de la famille après l'opération de déguerpissement. Cela se traduit par la perte du statut de chef de ménage comme le montre les propos de S.T., un impacté

« Cela fait aujourd'hui près de sept mois je vis séparé de ma femme et mes enfants, elle est allée chez son grand frère au nouveau quartier avec les enfants et moi je me débrouille ici avec mon ami qui garde encore son activité, de temps en temps je vais les voir mais ce n'est pas comme avant. Je n'ai pas encore eu les moyens pour nous prendre une maison, je ne sais pas comment d'ici je peux suivre les enfants et cela constitue une préoccupation pour moi ».

Ce discours met en évidence la distance qui s'est installé entre les membres de la famille. Cette situation menace la stabilité de la cellule familiale. De plus, cette situation entraîne la perte de l'estime de soi. C'est ce qu'explique K.J. ancien chef de ménage, sans emploi :

« Depuis la destruction de mon commerce et ma maison, je vis avec ma famille de quatre personnes chez mon frère, mais sans argent comment je peux être respecté par ses enfants, je me sens diminué et impuissant. Je n'ai pas le choix, j'espère que le gouvernement se penchera sur notre situation ».

Ce discours décrit les rapports de dépendance qu'entretiennent les sinistrés avec les autres membres de la famille ou de la communauté.

II .2. 1. 2. Au niveau de la communauté

A la fragilisation des liens familiaux, s'ajoute le statut d'assisté par la communauté engagée dans un élan de solidarité. Le déguerpissement de Gesco a fait la une de la presse nationale et internationale, entraînant une mobilisation communautaire à travers des dons en vivres et non vivres. Les anciens chefs de ménages voient désormais leur statut reconstruit comme des dépendants. Tous ces facteurs participent à la fragilisation des liens sociaux et à la désintégration sociale des sinistrés qui pourrait conduire au suicide.

III. Discussion

L'objectif de cet article est d'analyser l'impact socioéconomique de l'opération de déguerpissement conduite à Gesco, dans la commune de Yopougon.

Les données de terrain montrent que la sécurisation des populations et l'esthétique du District constituent les enjeux du déguerpissement constaté.

a. La sécurisation des populations et l'esthétique du District, enjeux du déguerpissement

Selon Mouritala et al (2018), l'urbanisation accélérée en Côte d'Ivoire favorise de plus en plus des paysages caractérisés par le désordre urbain. En s'appuyant sur le cas du quartier Sideci 1 à Yopougon, les auteurs présentent ce phénomène comme la résultante de l'incivisme et la recherche du profit des populations, au détriment des normes urbanistiques établies. Cette situation a pour corollaire le délabrement des ouvrages publics et l'accroissement des nuisances. Pour Yao et al (2023), le quartier Gesco n'offre pas une visibilité attrayante alors qu'il est l'image première de la métropole Abidjanaise. Les auteurs en veulent pour preuve, le désordre marqué dans cet espace. Ils expliquent cette situation par des facteurs naturels notamment le milieu physique qui constitue des risques au bâti. En effet, pour les auteurs, le relief du quartier est dominé par des obstacles naturels comme quatre vallées et deux zones marécageuses inhabitables. En établissant un lien entre les facteurs naturels et le désordre urbain, les auteurs mettent en évidence la difficulté pour planificateurs et populations de parvenir à un aménagement formel dans un tel contexte. Dès lors, les auteurs complètent les résultats de la présente étude en justifiant le déguerpissement de Gesco comme recours approprié à la sécurisation des populations et l'esthétique urbaine. Mais pour Blot et Spire (2014), le déguerpissement revêt des enjeux politiques et sociaux dans les métropoles du Sud. Pour rendre compte de leur point de vue, les auteurs commencent par définir le déguerpissement comme une expulsion collective, une éviction, une mobilité forcée, caractérisée par la brutalité à travers l'urbanisme du bulldozer dans le but d'« assainir le tissu urbain dans le cadre de régimes politiques autoritaires » (p.2). Les auteurs affirment que le déguerpissement a une

connotation africaine dans la mesure où l'origine du terme se situe à l'époque coloniale lorsqu'il fallait désigner la manière autoritaire de démolition des portions de ville. Ils continuent leur propos en affirmant que les déguerpis sont construits comme des catégories sociales illégales n'ayant pas de droit foncier sur les espaces occupés ou occupant des espaces qualifiés de domaines publics. Blot et Spire (op.cit) remarquent que quelque soit l'époque passée ou présente, le mode opératoire est invariable car il repose sur des rapports de force violents entre déguerpis et agents de déguerpissement motivés par la reconquête des espaces centraux ou péri-centraux revalorisés. Ces auteurs invitent à percevoir les déguerpissements comme registre de légitimité citadine implicite ou explicite et des conditions de production de la ville au centre ou dans les zones périphériques. Dans cette logique, les auteurs posent la problématique du droit à la ville comme enjeu du déguerpissement des populations. Sous cet angle, les auteurs rejoignent les résultats de la présente étude dans la mesure où le choix opéré par les populations de Gesco de vivre dans cet espace urbain leur est contesté par les autorités. Ce droit d'usage, de participation à l'aménagement de l'espace, des populations de Gesco est remis en cause par le pouvoir politique détenteur de la violence symbolique. Par ailleurs, Gbaguidi et al() s'inscrivent dans la même logique quand ils affirment que le déguerpissement revêt un enjeu politico- économique bien que l'enjeu d'utilité publique soit mis en avant par les autorités. Pour eux, il est une stratégie visant à éloigner de la ville, les citadins *indésirables* du fait de leur condition économique. L'objectif, selon ces auteurs est de rapprocher la classe moyenne urbaine de l'Etat, car celle -ci est perçue à la fois comme un pouvoir politique et un miroir de la libéralisation économique induite par les avantages du marché. Les auteurs en veulent pour preuve le cas de Lomé au Togo où le déguerpissement vise à adapter les politiques urbaines aux *bonnes pratiques internationales*. En d'autre terme, pour les auteurs, le déguerpissement obéit plus à une volonté de sauvegarde du patrimoine politique qu'urbain. En présentant des enjeux politiques et économiques comme leitmotiv du déguerpissement, tous ces auteurs invitent à s'interroger sur les conséquences sociales du déguerpissement, tout comme les présents travaux.

b. Les conséquences socioéconomiques du déguerpissement

L'étude a révélé la destruction de nombreux emplois et investissements sur le site déguerpi précarisant ainsi davantage les conditions de vie des populations impactées. Ces résultats sont en conformité avec le modèle théorique de M Cernea (1998) sur le déplacement forcé des populations et leur réinstallation. En effet selon lui, les déguerpissements portent en eux un risque de pauvreté. A travers ce modèle, l'auteur veut saisir l'essence socioéconomique du risque d'appauvrissement des déguerpis. Ces risques sont relatifs en partie à la perte d'emploi, à la perte de la terre, à la perte du logement, à la marginalisation, à l'accroissement de la morbidité et à la mortalité, à la détérioration des possibilités d'éducation, à l'insécurité alimentaire, à la perte de l'accès aux biens collectifs et à la désagrégation sociale. Il est rejoint par Blot (2014), qui à travers une étude conduite sur les déguerpissements des populations à Phnom Penh au Cambodge, qualifie le déplacement forcé des populations d'un moment de transition urbaine qui conduit à une certaine violence symbolique et physique vis-à-vis des citadins les plus pauvres qui apparaissent comme des victimes d'un développement dont ils ne profitent pas. A porto novo au Benin, Tohozan dépeint la situation des populations béninoises après la mise en œuvre de la politique de déguerpissement des domaines publics. Selon l'auteur, déguerpis des emprises, les tenanciers de commerces et d'autres activités se retrouvent momentanément sans activités, augmentant la paupérisation chez les jeunes et les femmes.

Les résultats des enquêtes sur l'opération de déguerpissement de Gesco révèlent également la perte des habitations. Cette situation a détérioré davantage les conditions de vie de nombreux impactés qui ont trouvé refuge dans des abris de fortune non sécurisés avec un accès limité à l'eau potable et à l'assainissement. A ce propos, Cernea (2018) démontre aussi que la perte du domicile peut entraîner une dégradation des conditions de vie, soit temporaire soit de longue durée. Il ajoute que dans un sens plus culturel, être privé de son habitation est vécu comme un déracinement, la perte d'une relation à un espace symbolique, fondement d'une identité. L'auteur démontre que lorsque tous les membres d'une famille sont contraints de dormir à la belle étoile ou dans des logis de survie après la destruction de leur lieu d'habitation, c'est en quelque sorte leur vie de famille, leur vie sociale qui est anéantie, leur statut social qui est rabaisé, les relations avec les autres membres de la communauté qui se distendent. Ce constat est corroboré par Leblanc (2007) quand il dit que le déplacement d'une population affecte toujours la structure sociale de ses membres. Les ménages qui avaient développé des mécanismes d'entraide, de défense et des stratégies pour avoir une vie stable dans le quartier se trouvent soudainement impuissants face à ce déplacement forcé auquel ils n'ont aucune solution immédiate. En appui à cette réalité, Chadoin (2004) explique que dans la perspective des sciences sociales, l'espace n'est pas seulement une donnée matérielle. Il est certainement le reflet fidèle de l'organisation sociale, mais il tire son sens et sa signification des activités et liens sociaux qui y prennent place. Les enfants et élèves ont aussi subis des conséquences du déguerpissement de Gesco. En effet, la destruction des établissements et des habitations a impacté négativement les résultats scolaires et étamé la motivation des élèves quant à la poursuite des études. Ces résultats sont en conformité avec ceux d'un spécialiste indien de la réinstallation, qui à la lumière des

conclusions de ses propres travaux, affirme que les déplacements forcés entraînent souvent une interruption de la scolarité et fait remarquer que certains, plus tard, ne retournent jamais à l'école (Mahapatra, 1996). En clair, ces auteurs décrivent les conséquences sociales et économiques découlant du déguerpissement. Néanmoins, les conséquences à long terme de ce type d'opération telles que le suicide y sont peu perceptibles.

IV. Conclusion

Au terme de l'étude il ressort que les conséquences socioéconomiques du déguerpissement constatées remettent en cause les enjeux de ladite opération. En effet, concernant la sécurisation des riverains et l'esthétique urbaine, des déguerpis et leur famille ont désormais comme abri sur le site, des installations à risques, manifestation de la précarisation de leurs conditions socioéconomiques. Cette situation, loin des indicateurs de la sécurité et de l'esthétique urbaine participe à la désintégration sociale et pourrait conduire à d'autres conséquences notamment le suicide parmi les impactés.

Références bibliographiques

- [1]. BLOT J. : (2014) « Les déguerpissements à Phnom Penh (Cambodge) » », Carnets de géographes [Online], 7 | 2014, Online since 01 December 2014, connection on 21 September 2024. URL: <http://journals.openedition.org/cdg/396>; DOI: <https://doi.org/10.4000/cdg.396>
- [2]. BLOT J. et SPIRE A. (2014) : « Déguerpissements et conflits autour des légitimités citoyennes dans les villes du Sud », L'Espace Politique [En ligne], 22 | 2014-1, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 05 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2893> ; DOI: 10.4000/espacepolitique.2893
- [3]. BOUQUET C. et KASSI-DJODJO I. (2014) : « Déguerpis » pour reconquérir l'espace public à Abidjan, In Espace Politique [En ligne], 22 | 2014-1, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 08 octobre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2963> ; DOI
- [4]. CERNEA M.M, 1998, « La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique », In : Autre part, vol. 5, no. 1, Paris, pp. 11-28.
- [5]. GBAGUIDI S.J, NASSI K.M. KATCHAN K.D : (2023) : De quoi le « déguerpissement » est-il le nom dans les villes africaines ? Pour une synthèse non exhaustive de la littérature francophone, <https://edition-efua.acaref.net/wpcontent/uploads/sites/6/2023/07/Sewanou-Jonas-GBAGUIDI.pdf>/ Consulté en ligne le 06/10/2024
- [6]. Groupe de la Banque Africaine de Développement : www.afdb.org
- [7]. KOUASSI P J. : « Cohabitation unités industrielles et habitations : Cas de la zone industrielle de Yopougon et le quartier gesco (Abidjan, Côte d'Ivoire) DOI: 10.5281/ZENODO.10009677 | | Received September 12, 2023 | | Accepted October 14, 2023 | | Published October 16 2023 | | ID Article: Kouassi-Ref6-4-17ajiras121023|0
- [8]. MOURITALA A., IBOURAIMA Y., ADEOTI E.O.B, OGOUWALE E. (2018) : « Désordre urbain et cadre de vie à Abidjan : Cas du quartier Sideci1 à Yopougon (Côte D'ivoire) », in Regardsuds, numéro 1, <https://regardsuds.org/desordre-urbain-et-cadre-de-vie-a-abidjan-cas-du-quartier-sideci1-a-yopougon-cote-divoire>
- [10]. ONU-Habitat (2010) : L'état des Villes Africaines, (2010) : Gouvernance, inégalité et marchés fonciers urbains, UN-Habitat
- [11]. TOHOZIN A B : « Politique de déguerpissement des domaines publics au Bénin et ses conséquences socio-économiques et environnementales : cas de la ville de Porto-Novo » - [Regard sud \(regardsuds.org\)](http://regardsuds.org/)/ Consulté le 29/09/2024
- [12]. YAO K.B. GOGBE T. : « Urbanisation virtuelle et incontrôlée dans un contexte physique fragile à Abidjan-Gesco ». Revue Internationale du Chercheur ; 2023, 4(3):1035-1058.
- [13]. ZOMA V. et NAKANABO N., (2022) : « L'habitat informel en Afrique » Grin Verlag, www.grin.com